

Des voix: Bravo!

● (1550)

M. Gillies: Tous les députés savent aussi les répercussions que ces politiques ont eues sur l'économie régionale. Depuis 20 ans, les provinces atlantiques n'ont pas eu un taux de chômage inférieur à 5 p. 100. Au cours de 14 de ces 20 dernières années, le taux de chômage de la province de Québec a été d'au moins 6 p. 100. Il faut reconnaître que l'application par le gouvernement central de politiques monétaires et fiscales à peu près générales, sans programmes supplémentaires, accable de façon incroyable la population des régions désavantagées du pays. Allons-nous adopter des politiques en vertu desquelles s'il y a une crise quelconque en Ontario le chômage augmentera à Terre-Neuve? Si nous nous en tenons à des politiques monétaires et fiscales très générales, c'est exactement ce qui se produira. Les témoignages sont très clairs. Il nous faut vouloir et pouvoir recourir à d'autres mesures d'ordre économique à notre disposition afin de combattre l'inflation.

La rétrospection est facile, je le sais, mais il est évident que les politiques économiques mises en œuvre il y a deux ou trois ans étaient franchement mauvaises. Il aurait fallu à l'époque établir une politique des revenus, bloquer les prix et les salaires alors que l'économie enregistrerait un excédent de capacité. Il aurait été possible de lui donner plus d'ampleur afin qu'elle nous assure plus de biens et de services; et, bien que, à cause de l'inertie du gouvernement, la chose soit plus difficile maintenant, la situation exige encore la mise en œuvre d'une politique des revenus.

Notre parti a déclaré être en faveur d'un blocage général de 90 jours, qu'il appliquerait lui-même et dont en l'occurrence il recommande l'application dès maintenant aux revenus, aux prix, aux loyers, aux dividendes...

Une voix: Aux bénéfiques?

M. Gillies: ... aux bénéfiques. Ce blocage devrait être général s'il doit couper court à la psychose inflationniste de notre économie à l'heure actuelle.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Nous tirerons parti de la période de blocage en élaborant une politique du revenu au Canada. Si nous formulons une politique du revenu en période de gel, nous pourrions le faire ouvertement et en consultant les uns et les autres. Tout le monde serait satisfait.

Quels en seraient les éléments essentiels? Il est clair que nous devrions avoir une commission des prix et des revenus pour relier les augmentations des prix à la productivité. Nous ne pouvons absolument pas continuer à subir des hausses de prix de beaucoup supérieures à celles des coûts de production sans encourir une inflation galopante. Il nous faut une commission de révision des prix pour comparer l'augmentation des prix à celle des coûts de production. Il devrait exister une commission d'appel pour veiller à ce que personne ne soit victime d'un programme de ce genre. A défaut d'un programme de ce genre, nous continuerons à subir une inflation grave.

Il n'est pas vrai qu'il faudrait une énorme bureaucratie pour gérer un pareil programme. Les États-Unis en ont mis un en œuvre avec moins de 1,000 fonctionnaires. Les

Coût de la vie

Anglais en appliquent un actuellement. Il n'est pas vrai de dire que l'on ne peut avoir un tel programme quand l'économie dépend dans une large mesure des importations et des exportations car c'est le cas de l'économie britannique. Je rejette catégoriquement l'idée comme quoi les Canadiens ne veulent pas, ne peuvent pas et ne souhaitent pas adopter maintenant une telle politique.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Apparemment, absolument rien dans notre situation économique n'autorise à penser que les Canadiens s'opposent à quelque intervention que ce soit dans les domaines des prix et du coût de la vie. Ils veulent une intervention et ils la veulent maintenant. Ce sont, au parlement, des questions étroitement liées que celles de la nature de l'intervention et de l'orientation de notre économie.

Les députés de mon parti ne sont pas disposés à accepter l'idée selon laquelle nous nous en tirerons avec une politique monétaire et fiscale d'application générale sans élaborer des programmes précis, aux moments opportuns, afin de faire face aux problèmes de l'inflation. Nous déclarons sans ambages, qu'il faut une politique des revenus. Nous sommes prêts dès maintenant à appliquer une telle politique.

La dernière fois que nous avons abordé cette question, les députés du Nouveau Parti Démocratique ont déclaré qu'un programme de ce genre serait voué à l'échec. Ils ont dit que la façon de s'occuper de ceux qui sont victimes de la situation, c'est notamment de modifier les programmes de pensions. Cela néanmoins prend trop de temps. Ces gens subissent déjà des méfaits de l'inflation. C'est maintenant qu'il faut intervenir. Tout gouvernement qui doit s'occuper d'une situation économique aussi complexe que celle qui est nôtre actuellement, alors que les pays sont tellement interdépendants, doit être prêt à rejeter l'idée selon laquelle nous n'avons peut-être pas à recourir à la taxe d'égalisation d'intérêts, aux contrôles des exportations ou aux programmes de réduction de la demande des consommateurs. La question à laquelle il nous faut faire face est de savoir si nous allons permettre encore longtemps que les Canadiens souffrent du genre de hausse du coût de la vie que nous avons connue jusqu'à maintenant.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: J'aimerais être Démosthène pour pouvoir communiquer combien fortement cette question me préoccupe. Le peuple canadien a élu ce Parlement pour qu'il s'occupe des problèmes économiques du pays. Près de neuf mois après l'élection et six mois après la rentrée parlementaire, nos problèmes économiques se sont aggravés.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Je ne vois pas comment les députés de ce Parlement peuvent retourner dans leur circonscription en se disant le moins que le Parlement a bien travaillé, si nous ne nous occupons pas du problème du coût de la vie dans notre pays. C'est le principal problème qui nous incombe. C'est un fait que l'attitude des libéraux et celle des conservateurs à l'égard des problèmes économiques de l'heure sont foncièrement distinctes, mais ce qui compte, c'est que pour régler ces problèmes, nous voulons nous y attaquer dès maintenant.